

ABONNEMENTS

Ordinaire : 6 F

De soutien : à partir de 10 F

2 365-76 RENNES

"Le Peuple breton" - B.P. 103

Aujourd'hui, être libre
c'est être informé.

LE PEUPLE BRETON

1^F

ORGANE DE L'UNION DÉMOCRATIQUE BRETONNE

LES LEÇONS DE SAINT-NAZAIRE

(Voir Edito. page 2)

L'agriculture bretonne est-elle condamnée ?



Le Peuple breton

Après avoir étudié les grands problèmes de l'agriculture bretonne (P.B. n° 30) et les tentatives faites pour y remédier démocratiquement dans le cadre de l'agriculture de groupe (P.B. nos 31, 38, 39 et 41), il importe de faire le bilan, de tirer les conclusions de l'étude, d'essayer de voir ce que pourrait être une solution globale, socialiste et démocratique, aux grands problèmes de l'agriculture bretonne.

I. — L'ÉVOLUTION RÉCENTE DE L'AGRICULTURE BRETONNE

Elle se caractérise par deux traits fondamentaux :

— LA PÉNÉTRATION DU PROGRÈS TECHNIQUE dans tous les domaines de la production, qui pousse à une « industrialisation » de l'agriculture, caractérisée par la production de masse selon des méthodes standard particulièrement répandues dans les productions animales ; de l'aviculture, elle a gagné la production porcine et s'étend de plus en plus à l'élevage bovin (veaux, jeunes bovins et même élevage laitier : des étables de 400 et même de 800 laitières sont en construction).

— LA PÉNÉTRATION DU CAPITALISME qui a accompagné cette industrialisation et en a été souvent à l'origine (firmes d'aliments du bétail). Cette intrusion du capitalisme dans l'agriculture, qui se réalise souvent par le processus d'intégration des producteurs, est naturelle à partir du moment où l'industrialisation des productions permet la réalisation de profits substantiels. L'agriculture en voie

d'industrialisation devient, dans notre société libérale, une proie de choix pour les firmes capitalistes, industrielles ou commerciales.

Face à cette mutation profonde et sans précédent, à ce passage d'une agriculture artisanale à une agriculture industrielle, les agriculteurs bretons ont fait preuve d'un dynamisme certain.

II. — L'AGRICULTURE BRETONNE A L'AVANT-GARDE ?

— Ils ont tout d'abord largement adopté les techniques nouvelles de production ; il suffit, pour s'en rendre compte, de considérer l'augmentation rapide de la consommation d'engrais, d'aliments du bétail et matériel (bien qu'il reste encore beaucoup à faire). Surtout, les agriculteurs se sont orientés vers une intensification générale des productions qui se traduit en particulier par le développement des cultures « sans sol » ; cette intensification a été rendue possible par les progrès biologiques et mécaniques de ces dernières années et imposée par la forte densité agricole bretonne. La Bretagne (11 % des agriculteurs français) fournit ainsi plus de 30 % de la production de volailles, 20 % des œufs, près de 25 % des porcs, 11 % du lait, etc.

— En même temps qu'ils amélioraient leurs productions, les agriculteurs ont cherché à développer des structures nouvelles, tant au niveau de la production qu'au stade de la commercialisation, ceci pour tirer un meilleur profit des progrès réalisés sur le plan technique. C'est tout le courant de « l'agriculture de groupe » qui se manifeste :

- au niveau de la production, par l'apparition et le développement considérable des C.E.T.A. (1) et des groupements de vulgarisation (aspect technique), des C.U.M.A. (1) et des banques de travail, enfin, beaucoup plus récemment, des ateliers collectifs et G.A.E.C. (1) complets (1 200 C.U.M.A., 100 banques de travail, 50 G.A.E.C. agréés...).

- au niveau de la commercialisation, (Suite page 3.)

(1) C.U.M.A. : Coopérative d'utilisation du matériel agricole.
C.E.T.A. : Centre d'étude des techniques agricoles.
G.A.E.C. : Groupement agricole d'exploitation en commun.

La marée noire

...Des armateurs au
Gouvernement français

LES RESPONSABLES

Le naufrage du « Torrey Canyon » vient d'émouvoir l'opinion publique et a déjà fait couler beaucoup d'encre. Mais bien peu des nombreux articles publiés ont montré le jour politique brûlant sous lequel se présentent, d'abord l'événement lui-même, puis le problème plus général de la pollution marine qui alarmait déjà depuis longtemps les spécialistes mais que le grand public vient, à cette occasion, de découvrir brutalement.

LES FAITS

Ils sont connus, résumons-les : Un pétrolier géant est venu « se mettre au plein » sur les Seven Stones au large des côtes de Cornouailles britannique, répandant sur la mer sa cargaison qui s'est étalée en une immense nappe de mazout, menaçant d'abord la vie marine, flore et faune au large et sur la côte où les éléments la feraient échouer, menaçant par là-même, la pêche, la conchyliculture, le tourisme et en général toutes les activités dont l'exercice est lié à l'intégrité du milieu marin.

Face à cette situation une seule solution pouvait être efficace : détruire ce mazout par le feu. Mais le mazout froid brûle mal. Il faut le réchauffer et pour cela l'arroser d'essence que l'on enflamme au napalm ou au phosphore. Le mazout est ainsi porté au-delà de la température à laquelle il devient combustible. Il s'enflamme et le feu se propage de proche en proche, la tache enflammée réchauffant le mazout à son contact.

On peut objecter que cette méthode n'est pas sans inconvénients. Du plancton, des oiseaux, des poissons sont détruits dans le formidable incendie. C'est vrai mais le milieu reste intact, il est préservé d'un empoisonnement qui tue beaucoup plus lentement mais dont les effets sont plus profonds et plus durables. Détruisez

tous les oiseaux et tous les insectes qu'abrite un arbre mais laissez la forêt intacte. Quand vous reviendrez six mois plus tard, l'arbre aura retrouvé sa faune. Détruisez la forêt, il faudra plus d'un siècle pour que le milieu se reconstruise.

Mais, pour que cette technique du feu soit possible, il ne faut pas attendre que la nappe se soit trop étalée à la surface de la mer, car alors la déperdition thermique est trop importante pour permettre à l'incendie de gagner de proche en proche.

Les solutions qui ont été essayées ensuite étaient mauvaises ou inefficaces.

Les détergents, utilisés dans le but d'éviter l'échouage de la nappe, permettent au mazout de pénétrer au sein même de la mer et de faire beaucoup plus en profondeur son travail d'intoxication. D'autre part les détergents eux-mêmes se comportent vis-à-vis des organismes marins, vis-à-vis des poissons, vis-à-vis surtout du plancton, comme des toxiques extrêmement violents. Même si par hasard des poissons échappent à l'empoisonnement, la destruction du plancton, qui ne peut fuir, les privera de nourriture et ils désertent pour longtemps le secteur pollué.

Les autres procédés : filets de protection, sciure de bois, etc., ont, face à l'importance du phénomène, une efficacité pratiquement nulle. On n'en parle que par inconscience ou dans le but d'éviter que le public ne s'affole.

Actuellement, il ne reste plus rien à faire pour prévenir le désastre...

Après les côtes cornouaillaises, la Bretagne a payé un lourd tribut à l'inconscience criminelle du gouvernement français.

La faune et la flore côtières sont détruites par le mazout. Elles mettront des

(Suite page 4.)

TOUS MATERIAUX
ÉVERITEIsolants thermiques et
phoniques « STILLITE »

Société Bretonne

MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION

QUIMPER - Tél. 14-43 et 26-43

Sanitaire

Carreaux, grès, faïence

VILLEROY ET BOSCH

Edito

Dans la chronique du « Problème breton de Brest à Nantes », qui est appelée à faire chaque mois le bilan, hélas ! trop souvent négatif, de la vie économique et sociale de la Bretagne, la région de Nantes - Saint-Nazaire est apparue, non comme la métropole d'équilibre des « mirages d'aménagement » du baron Guichard, mais comme la métropole du chômage, des licenciements et des bas salaires. Ce mois-ci nous titrons « La leçon de Saint-Nazaire », mais n'est-il pas symbolique que, sur notre deuxième numéro, en février 1964, notre titre était « Les chômeurs de Saint-Nazaire : pas de C.R.S., du travail ». Cette fois-ci, les syndicats proposèrent d'envoyer les forces de l'ordre travailler sur les plages de la côte nord contre la « marée noire », proposition qui ne fut pas retenue par le nouveau ministre de l'Intérieur, Fouchet...

Deux mois de grève, une grève très longue, et tout de suite on a fait le rapprochement avec la grève des mineurs des Charbonnages de France déclenchée également un 1^{er} mars, en 1963. Mais faut-il pousser le parallèle plus loin ? Dans les deux cas, on aurait eu une grève fondée sur le sentiment d'une injustice durement ressentie, d'une inégalité. Pour les mineurs, ce sentiment provenait du retard des salaires sur ceux du personnel des autres entreprises nationalisées ; pour les mensuels, d'un retard des salaires sur ceux de fonctions semblables à Paris ou dans d'autres centres industriels. La grève des mineurs avait duré trente-cinq jours ; celle des mensuels a duré deux mois. L'expression « solidarité nationale » a été employée à plusieurs reprises, mais on peut se demander s'il y a eu réellement mobilisation de cette « solidarité nationale » à l'échelle de l'exceptionnelle longueur de l'action revendicatrice des travailleurs nazairiens. Avouons-le franchement : il ne nous a pas semblé retrouver le grand courant de soutien qui s'était manifesté en mars 1963 et les quelques points de comparaison que nous pouvons avoir confirmés ce sentiment. La solidarité a été profonde et efficace à proximité même de Nantes - Saint-Nazaire, en Bretagne : il est difficile d'expliquer à Vannes la collecte de plus d'un million en ne faisant appel qu'à un sentiment de solidarité de classe et si nous retrouvons Decazeville au premier rang des villes où des collectes ont eu lieu, c'est que ses habitants avaient de bonnes raisons de comprendre ce problème d'« inégalité régionale », cette grève du sous-développement. Un communiqué du Centre régional des jeunes agriculteurs — même s'il recourait à une terminologie « ouestienne » qui a l'inconvénient de masquer les problèmes de fond — soulignait qu'« à travers les revendications des métallurgistes toute la question du développement économique de l'Ouest et la parité avec les autres régions » était en cause et rappelait que « le développement harmonieux d'une région défavorisée... est impossible par le seul jeu du libéralisme ». L'exigence de démocratie totale qui était en arrière-plan au conflit nazairien a quelque chose de révolutionnaire qui peut difficilement satisfaire les sentiments qu'on met sous l'étiquette de solidarité nationale. Exigence de démocratie totale et problème du sous-développement apparaissent mieux quand on examine l'attitude du patronat et du gouvernement lors de cette grève.

Dans une ville où la construction navale a une place prépondérante sur le marché du travail, le gouvernement a laissé faire ; il s'est fait le complice des fermetures successives d'usines. Il a toléré — sinon encouragé — les agissements d'un patronat de choc qui a établi un système colonial de primes et de rétributions, les « galons ». Ce patronat a opposé ses chiffres à ceux des syndicats, mais il a surtout fait appel, dans un document de quatorze pages, envoyé à tous les mensuels, à des arguments bien caractéristiques de la situation coloniale qu'il s'est créé avec la complicité du gouvernement. Premier temps : « Saint-Nazaire, presque isolé du reste du monde, pose... un problème particulier » ; pourquoi cet isolement ? Aucune explication, mais la direction des Chantiers de l'Atlantique en connaît les aspects : « ...inexistence d'un centre industriel d'une certaine importance, éloignement du centre industriel le plus proche. » Conséquence : vous voulez obtenir une promotion ; alors c'est impossible sur place, allez ailleurs. Et vive la mobilité des travailleurs ! La promotion dans le cadre de l'entreprise, on connaît pas, et puis notre société n'est pas en « rapide expansion »... On fera remarquer que, malgré la concurrence internationale, la production et la productivité ont augmenté sensiblement avec 3 000 ouvriers en moins ! Deuxième temps et conclusion très moralisante : « Cet isolement de Saint-Nazaire devrait, à première vue, conduire tous les Nazairiens à souhaiter la bonne marche des rares entreprises qui y sont installées. » Soyez dociles et ployez l'échine ! M. Jeanneney, dans une déclaration, est venu apporter son soutien aux positions patronales, avec le cynisme supplémentaire propre au gaullisme : « Dès lors, des augmentations de salaires qui rendraient déficitaire la gestion des entreprises nazairiennes risqueraient d'hypothéquer gravement l'avenir de cette région, ne serait-ce que par rapport aux autres régions françaises. »

Mais cette « bonne marche », cette crainte de la concurrence, la direction n'aurait-elle pas sa part de responsabilités et son effort d'adaptation ne se serait-il pas fait seulement sur le dos des travailleurs ?

On voit l'étendue de ce qui est mis en question : la situation de domination d'un patronat dans « la colonie à l'euro péenne » qu'est la Bretagne, la complicité d'un gouvernement qui est le garant du maintien du sous-développement de régions réservoirs de main-d'œuvre.

Pour que cela ne soit plus, il faut continuer au-delà de la grève le combat pour une véritable démocratie et le socialisme, lutte qui prend une résonance particulière avec l'accentuation du caractère antidémocratique du national-gaullisme qui a recours aux pouvoirs spéciaux. Donner aux ouvriers, aux paysans de Bretagne la possibilité de choisir et de gérer leur avenir économique et social dans le cadre d'une assemblée régionale, organiser une société au service des hommes, où la démocratie soit vécue et responsable de l'école, à l'usine, en passant par le Groupement agricole d'exploitation en commun, l'U.D.B. mènera ce combat jusqu'au bout.



ENTREPRISE DE TRAVAUX PUBLICS

Terrassements — Voierie — Carrières

Yves LE PAPE et fils

29 S - PLOMELIN

Tél. 117

LA VIE DU PARTI

SECTION DE BREST

La section s'est réunie le 20 avril, au complet en raison de l'absence d'un camarade malade. Elle a développé et maintenu ses contacts afin d'accroître la présence de l'U.D.B. dans la région brestoïse. Des contrats de publicité ont été trouvés pour notre journal. Des ventes du **Peuple breton** ont eu lieu à Lesneven et à Plabennec. Le **Peuple breton** est en outre en vente au « Pénalty-Bar ».

SECTION DE PARIS

Les ventes du **Peuple breton**, assurées par les camarades parisiens sont en pleine progression : 200 exemplaires ce mois-ci, à la sortie de la Mutualité, contre 130 le mois dernier : 10 militants participèrent à cette vente, dont 2 jeunes filles... La section a, par ailleurs, tenu 4 réunions au cours du mois. Elle est donc en pleine action : vous qui êtes lecteur ou lectrice du **Peuple breton**, n'hésitez pas à entrer en contact avec elle. Vous pouvez vous adresser à Jean-Yves Le Guyon, 44, rue des Gravilliers, Paris (3^e).

SECTION DE RENNES

La section a tenu son importante réunion mensuelle où la discussion fut très intéressante et animée. On a évoqué tous les problèmes du moment, notamment l'action des étudiants rennais dans leur localité de vacances. Les ventes à la criée du **Peuple breton** ont été assurées avec succès comme tous les mois. La section de Rennes a aussi été co-signataire de la marche de la Paix, organisée de Bruz à Rennes, contre la force de frappe, la guerre du Viêt-Nam et les implantations militaires en Bretagne. Des militants U.D.B. ont participé à cette marche comme ils ont aussi participé à une manifestation dans les rues de Rennes pour protester contre le bombardement par les assassins yankees des villes de Haïphong et Hanoï. L'U.D.B. a aussi organisé à la sortie des restaurants universitaires une quête pour les grévistes de Saint-Nazaire, collecte qui rapporta plus de 500,00 francs.

COMITÉ DIRECTEUR

Le Comité directeur s'est réuni, à Saint-Brieuc, le 30 avril. Il a examiné, poste par poste, la situation de notre Parti. Il a notamment décidé de continuer à faire paraître notre journal sur 6 pages tant que notre situation financière nous autorisera à le faire. La situation des militants U.D.B. isolés qui manquent souvent de contacts avec la vie de notre Parti a aussi été évoquée et quelques mesures envisagées pour remédier

à cet inconvénient. Quelques réunions publiques vont avoir lieu dont la préparation fut assurée par ce comité directeur.

SOUSCRIPTION PERMANENTE POUR LE "PEUPLE BRETON"

Nous remercions sincèrement ceux qui, chaque mois, répondent à l'appel que nous lançons et permettent ainsi à notre mensuel de devenir un journal apprécié dont la qualité fut encore soulignée récemment par la revue « Ar Vro ». La distribution de notre journal par les messageries de presse, à Rennes, nous a permis d'être présents dans la plupart des kiosques de notre capitale. Une vente qui, en deux mois, est passée d'une cinquantaine à une centaine d'exemplaires montre que notre journal peut être apprécié par tous les Bretons.

Nous devons donc multiplier notre influence. Pour cela, les rédacteurs bénévoles du **Peuple breton**, les militants de l'U.D.B. feront le maximum compatible avec leurs nombreuses autres tâches. Vous, amis lecteurs et abonnés, vous pouvez nous fournir un abonnement ou deux, recruté chez vos amis, parmi vos camarades de travail. Vous pouvez aussi, en donnant de petites sommes qui ne vous appauvriront pas, enrichir considérablement cette presse que vous appréciez : la presse bretonne libre. En faisant cela, vous aidez notre pays à se retrouver peu à peu lui-même, de plus en plus conscient et de moins en moins apte à supporter qu'on le bafoue. Songez-y en versant à notre souscription ce mois-ci, alors que se préparent des vacances que notre pays, souillé par la marée noire, va connaître cette année sans pouvoir en retirer les avantages habituels : la vigilance s'impose donc. Aidez-nous.

Cinquième liste

Anonyme, Brest	50,00 F
Raoult, Oran	5,00 F
J. L., Concarneau	5,00 F
R. R., Brest	10,00 F
R. G., Rennes	10,00 F
Yves Le Berre, Rennes	10,00 F
Pierre Jehanno, Saint-Malo	15,00 F

Total de la cinquième liste 105,00 F
Report des listes précédentes 843,70 F

TOTAL 948,70 F

Les participations à la souscription doivent être adressées au Peuple Breton, C.C.P. 2365-76 Rennes, en précisant au dos de l'envoi : Souscription.

AUTOCRITIQUE D'UN MILITANT BRETON

Courant avril, l'Union démocratique bretonne a été saisie d'une demande d'adhésion de Jakez Arvor, de Nantes, récemment libéré de prison pour ce que l'on a appelé « l'affaire de Saint-Nazaire ». Notre parti ayant pris contact avec Jakez Arvor est heureux de rendre publique la lettre ci-dessous :

On s'est parfois demandé quelles étaient les raisons qui avaient poussé les militants du M.O.B. à accomplir le 10 mars 1966 un acte symbolique contre la sous-préfecture de Saint-Nazaire. On s'en souvient peut-être, car il est peu courant en Bretagne de voir des bâtiments administratifs attaqués au « cocktail Molotov ». Cette affaire nous valut quelques mois de prison.

L'opinion que je vais émettre ici n'engage que moi et elle est significative de l'état d'esprit qui était le mien à cette époque.

Responsable pour le M.O.B. du secteur de la presqu'île guérandaise, je m'étais aperçu que malgré le travail intensif accompli dans cette région nous nous heurtions sans cesse à l'idée bien amorcée chez les gens que nous représentions un mouvement de droite. Je me suis rendu compte, par ailleurs, que nous n'étions pas suivi dans notre action. Ceci détermina chez moi un sentiment de désespoir et d'impuissance qui m'amena à accomplir le geste évoqué ci-dessus.

Depuis ma libération, j'ai quitté le M.O.B. et je tiens à exposer sans ambiguïté les raisons de cette démission ainsi que les motifs qui me poussent à demander à adhérer au parti de l'Union démocratique bretonne.

J'ai quitté le M.O.B. parce que ce mouvement est resté, malgré des efforts louables pour se réformer, une organisation composite dans ses adhérents, ses dirigeants et ses méthodes. Il y a au M.O.B. de nombreux militants issus de couches sociales les plus défavorisées de notre pays, en revanche la majorité de ses dirigeants sont des bourgeois bien ancrés dans leurs préjugés de classe. Au nom du nationalisme breton, on nous appelle à l'union sacrée mais trop souvent on oublie que notre peuple est composé d'une énorme majorité de prolétaires ouvriers, marins et paysans. Seul le socialisme peut apporter une amélioration de leurs conditions de vie. Qui s'en soucie réellement parmi les tenants du mouvement breton traditionnel ?

Au cours de discussions avec les militants syndicalistes de Saint-Nazaire, nous avons compris que libérer la Bretagne du colonialisme « intérieur » signifie aussi libérer les prolétaires bretons.

C'est pourquoi le motif essentiel de ma demande d'adhésion à l'U.D.B. se trouve dans cette phrase de Yann Sohier : « Le Breton est doublement prolétaire : d'abord en tant que Breton, ensuite en tant que prolétaire... ».

Dans ces quelques mots se trouve résumée une doctrine : le nationalisme breton et le socialisme international, comme pôles de la lutte engagée par notre peuple. Je souhaite que cette doctrine demeure, d'une manière aussi nette qu'aujourd'hui, celle de l'U.D.B.

A Nantes, le 18 avril 1967. — Jakez ARVOR.

L'Union démocratique bretonne a décidé d'accepter la demande d'adhésion de Jakez Arvor qui devient ainsi militant de notre Parti.

L'agriculture bretonne est-elle condamnée ?

(Suite de la page 1)

par le développement de certaines formes nouvelles (S.I.C.A. et groupements de producteurs), et surtout par le renouvellement de l'action coopérative qui, malgré ses imperfections et ses ambiguïtés, reste la seule voie possible de développement de l'agriculture bretonne (groupe UNICOPA et coopérative de Landerneau : 300 millions de nouveaux francs de chiffre d'affaires chacune).

On est loin des schémas traditionnels que les livres de géographie se plaisent à inculquer aux écoliers, et où la Bretagne apparaît comme un ensemble « de hauteurs perdus entre des chemins creux et fangeux... où l'horloge du temps retarde » (Cours Chollet, classe de première), où « subsistent beaucoup d'archaïsmes, parler breton par exemple » (Pelletier, classe de première).

Il semblerait donc, à première vue, que l'on puisse être optimiste quant à l'avenir de l'agriculture bretonne, les agriculteurs faisant preuve d'un esprit d'entreprise et d'un sens collectif très prometteurs. Mais si l'analyse de l'évolution récente de l'agriculture régionale montre les efforts remarquables faits par les jeunes agriculteurs bretons pour s'adapter à une agriculture moderne, un examen plus approfondi de l'évolution en cours conduit à un jugement sur l'avenir beaucoup plus pessimiste :

III. — LA CONDAMNATION DE L'AGRICULTURE BRETONNE

Il faut bien voir en effet que l'évolution actuelle conduit d'une façon inéluctable à la disparition progressive de l'agriculture bretonne, et ceci malgré les multiples tentatives de sauvetage. A terme, l'agriculture bretonne, comme d'ailleurs celle de l'ensemble des régions traditionnelles, est condamnée par le capitalisme.

On observe en effet que l'économie agricole se concentre irrésistiblement vers les régions riches. Les productions les plus intéressantes et les plus rémunératrices quittent progressivement la Bretagne. D'abord les petits pois : la Bretagne, qui en produisait 60 % en 1950, n'en produit plus qu'environ 30 % en 1965. Ce transfert a été expliqué par l'archaïsme des structures de production en Bretagne. Ensuite l'aviiculture : la production bretonne des poulets est tombée d'environ 45 % de la production nationale en 1962 à 30 % en 1966 ; tandis que la production diminuait en Bretagne, elle augmentait dans le reste de l'hexagone. Et pourtant, les structures de production en matière agricole (production « sans sol » de type industriel) étaient certainement aussi compétitives qu'ailleurs, sinon plus. Le transfert de production est dû ici à la position de la Bretagne, à la fois éloignée des centres de consommation continentaux (2) et des régions productrices de matières premières. Cet éloignement est aggravé par l'absence ou la vétusté de l'infrastructure économique (routes, voies ferrées, ports, etc.) et le coût prohibitif des transports.

Ce phénomène de déplacement de production agricole est inéluctable en régime de libre concurrence. Les diverses étapes de l'évolution de l'agriculture bretonne ressemblent bien plus à une fuite en avant qu'à un progrès véritable : les agriculteurs bretons se précipitent sur les productions en essor et sur lesquelles la concurrence est encore peu sévère ; ils arrivent ainsi à tourner la difficulté pendant quelques années ; mais bien vite les autres régions suivent le mouvement, mais en obtenant des coûts de production inférieurs (structures mieux adaptées, position géographique plus favorable dans le cadre d'un marché exclusivement continental) et

c'est la crise. Les producteurs bretons sont ainsi passés de cultures intensives, comme la pomme de terre (plants, consommation, primeurs) ou les légumes (petits pois, haricots), à l'aviiculture moderne. Actuellement, on assiste au développement de la production porcine intensive et de la production bovine (veaux, jeunes bovins), mais pour combien de temps ?

IV. — VERS UNE NOUVELLE FORME DE COLONIALISME INTÉRIEUR

Il faut bien voir que les grandes régions traditionnelles d'élevage, et en premier lieu la Bretagne (qui sont aussi des régions sous-développées dotées de structures artisanales et d'une population agricole excédentaire, mais dépourvues d'industries) sont condamnées par l'évolution libérale actuelle, parce que pauvres en céréales et éloignées des centres de production et de consommation. On s'oriente ainsi de plus en plus nettement (et les plans de développement de l'élevage le prévoient) vers deux France agricoles :

— celles des « engraisseurs », c'est-à-dire celle des grands céréaliers du Bassin parisien ;

— celle des « naisseurs », la France sous-développée, chargés de fournir la matière première (porcelets, veaux) aux « engraisseurs ». L'analogie avec le sort réservé aux humains est frappante.

C'est ainsi que la revue *Paysans* (n° 64, mars 1967) écrit : « Dès à présent, les céréaliers du Bassin parisien entreprennent des missions d'étude en Bretagne, en Poitou-Charentes, afin d'établir des contrats d'approvisionnement en porcelets, en veaux et en bétail maigre. »

Malgré certaines apparences, le gouvernement laisse « pourrir » la situation et les services dits d'aménagement du territoire s'inquiètent peu de l'apparition de cette véritable forme de colonialisme régional. Bien au contraire, le gouvernement français accepte le principe de la condamnation des régions traditionnelles et son choix semble fait en faveur d'une dizaine de départements, les plus immédiatement « rentables », situés autour de Paris. Ce choix s'expliquerait par la nécessité de la compétitivité de l'agriculture « française » face aux partenaires du Marché commun ! Il faut que les agriculteurs bretons voient bien que la politique libérale actuelle et la mise en place d'un Marché commun guidé par le libéralisme et la libre entreprise conduisent à leur disparition à terme.

On parle souvent de réserver certaines productions à des régions comme la Bretagne, mais le principe même du Marché commun est contraire à cette idée puisqu'il repose précisément sur un élargissement de la libre concurrence (actuel processus de « déplanification souple », transformant le plan en simple prévision au service des trusts).

V. — LE SENS PROFOND DE L'AGRICULTURE DE GROUPE

Face aux profondes transformations en cours (industrialisation de la production agricole et pénétration du capitalisme) et aux perspectives à long terme, quelle peut être l'attitude de l'agriculteur breton ? Que sera l'agriculture bretonne de demain ?

Trois solutions sont possibles pour les agriculteurs bretons :

— Ne rien faire, ne tenir aucun compte des changements ; solution qui mène à brève échéance à l'élimination du circuit économique et à la sous-rémunération.

— Se laisser intégrer par les firmes privées, subir l'évolution du monde capitaliste, c'est-à-dire devenir de simples salariés, sans responsabilité ni initiatives et, à terme, être condamnés à disparaître lorsque la firme abandonnera la Bretagne pour transférer ses activités dans une zone plus « rentable ».

— S'orienter vers une agriculture de groupe, à tous les niveaux, une agriculture dynamique, progressive et fondée sur l'action collective généralisée :

• au niveau de la production : l'exploitation doit s'insérer dans un réseau

de groupes, en passant des formes primaires transitoires (C.U.M.A., banques de travail) aux formes élaborées (G.A.E.C.) qui seules peuvent permettre une véritable libération en même temps qu'une efficacité économique indispensable (spécialisation en ateliers modernes, de production de taille suffisante). L'industrialisation de l'agriculture est inéluctable et les exploitations familiales sont condamnées dans leur forme actuelle, quel que soit d'ailleurs le régime politique ;

• au niveau de la commercialisation : l'exploitation spécialisée ou le G.A.E.C. doit s'intégrer dans un groupe coopératif suffisamment puissant pour tenir tête aux trusts capitalistes et défendre les producteurs. Ce groupe coopératif devra devenir un véritable pôle de développement régional, assurant aux exploitations adhérentes l'approvisionnement, le service technique, l'information, le crédit et les plans de production ; puis transformant et commercialisant jusqu'au stade le plus avancé la production de ses adhérents

Faute de s'orienter vers une telle culture de groupe industrielle et commerciale, les agriculteurs bretons seront, dans un premier stade, intégrés par les firmes capitalistes, puis abandonnés par elles ensuite au cours du processus de concentration des productions vers la « Lotharingie » qui d'industrielle deviendra également agricole.

VI. — AGRICULTURE DE GROUPE, DÉMOCRATIE ET DÉVELOPPEMENT BRETON

Dans cette optique, le mouvement d'agriculture de groupe n'est pas seulement un courant général de remise en cause des structures techniques et économiques de l'agriculture actuelle, en vue de son adaptation à la société industrielle, par le renouveau de l'action collective ; c'est aussi un mouvement d'essence politique, qui repose sur un choix fondamental : le choix d'une économie au service de l'homme et non à celui du capital. Faire de l'agriculture de groupe, c'est déjà prendre une option politique — mais tous les « agriculteurs de groupe » en sont-ils conscients ? C'est vouloir conserver le

industrielles et commerciales peut-il se développer et se maintenir en Bretagne dans le contexte politique actuel et lutter avec succès pour la libération et la promotion des agriculteurs, en même temps qu'assurer le développement de l'économie agricole bretonne ?

Quoi qu'il en soit, il est certain que l'agriculture bretonne devra se tenir toujours à l'avant-garde du progrès, tant sur le plan technique que sur le plan commercial, pour essayer de compenser par son degré d'organisation et sa capacité d'innovation les handicaps géographiques liés à sa position au sein de l'actuelle Communauté économique européenne.

En définitive, le danger pour l'agriculture bretonne ne vient pas du processus d'industrialisation (production sans sol, méthodes standardisées, productions de masse, etc.), mais du capitalisme. La seule possibilité pour les agriculteurs bretons de se garantir un avenir responsable est dans la mise en place d'une agriculture de groupe et d'une coopération à tous les stades. Malgré des débuts de réalisation prometteurs, force est de constater qu'un travail énorme reste à faire : que représentent 50 G.A.E.C. par rapport aux 150 000 exploitations bretonnes de plus de 5 hectares ? Quant au secteur coopératif, il manque parfois d'unité, de démocratie interne, souvent de dynamisme et d'« agressivité ».

Dans notre esprit, cette action collective est une solution d'attente qui préserve les conditions d'un renouvellement plus profond et plus global de l'économie et de la société, car une agriculture de groupe véritable ne pourrait pas s'épanouir dans une société capitaliste.

En ce sens les problèmes des agriculteurs bretons sont intimement liés au problème politique breton global et, en particulier, au problème de l'industrialisation et du développement économique breton.

L'avenir de l'agriculture est lié au choix politique des agriculteurs bretons : le rôle présent de l'U.D.B. est de développer cette prise de conscience indispensable et qui conditionne toute évolution. « La masse des électeurs est-elle assez peu formée pour élire des hommes qui ne visent qu'à les tenir en tutelle, à l'écart des véritables problèmes ? Ne comprennent-ils pas que, par leur vote, c'est leur condamnation qu'ils approuvent ? » (*Paysans*, n° 264) : puissent les agriculteurs bretons prendre rapidement conscience de cette vérité !

Corentin CANEVET.

(2) En supposant l'ouverture du marché britannique, ce handicap disparaîtrait et les possibilités d'écoulement, donc d'intensification, des productions agricoles bretonnes se trouveraient multipliées.

CARROSSERIE AUTOMOBILE
Passage au marbre - Peinture dans cabine

JEAN CAZEAUX

Le Poteau-Vert
29 S - CONCARNEAU

contrôle de la production agricole et, par là même, le contrôle de l'avenir de la Bretagne, c'est vouloir conquérir le pouvoir économique de décision en s'opposant à l'environnement capitaliste, aux firmes industrielles et commerciales qui, de plus en plus, accentuent leur mainmise sur l'agriculture et compromettent gravement l'avenir de la Bretagne. L'agriculture de groupe est donc à la fois un combat politique pour la démocratie et un combat « régional » pour la Bretagne. Dans le contexte actuel, c'est la seule voie pour la Bretagne : les agriculteurs bretons, plus encore que les autres, sont « condamnés » à l'agriculture de groupe ou à la disparition.

VII. — PAS DE SOLUTION HORS DE LA GAUCHE ET DU FÉDÉRALISME

On peut se demander quel peut être l'avenir d'une véritable agriculture de groupe, de ces cellules « socialistes » que sont les G.A.E.C. et les nouvelles coopératives, dans une société capitaliste.

Un secteur coopératif suffisamment fort pour s'opposer aux concentrations privées

SOLIDARITE

L'Union démocratique bretonne avait tenu à manifester son soutien aux grévistes de Saint-Nazaire en organisant une collecte à la sortie des restaurants universitaires dont les fonds furent envoyés au comité d'aide aux familles des grévistes qui nous adressa la lettre suivante :

« Au nom de l'intersyndicale mensuelle, nous vous remercions vivement de votre soutien financier.

« Croyez que cet argent sera utilisé au mieux pour compenser en partie, surtout dans les foyers modestes, l'absence de salaire découlant des événements que vous connaissez. »

réservez vos achats
pour
nos annonceurs

ARTICLES DE BUREAU ET D'ECOLE

PAPETERIE GUÉNÉ

19, rue de Lyon - BREST

Spécialiste de la SERVIETTE et du PORTE-DOCUMENTS

Crêperie Ste-Anne
"Chez Noël"

★

CADRE BRETON — Cidre et Chouchenn

— RENNES —

La marée noire

LES RESPONSABLES

(Suite de la page 1)

années à se reconstituer. Quand tout sera fini, il faudra évaluer les dégâts. Ce qui ne sera pas facile, le manque de gagner de la pêche, par destruction ou fuite du poisson, ou par méfiance des consommateurs étant impossible à prévoir et probablement impossible à chiffrer, même a posteriori... dans dix ans peut-être.

LA RESPONSABILITÉ ANGLAISE

Elle est multiple, responsabilité gouvernementale, responsabilité de groupes financiers, responsabilité d'individus, responsabilité, lorsque l'on va au fond des choses, d'un système économique, à chaque niveau c'est un problème politique qui se pose.

Techniquement, les Britanniques sont parfaitement compétents dans tous les domaines maritimes. Dans celui des sciences de la mer, ils sont en avance de vingt à trente ans environ sur ce que l'on fait en France. Ils ne pouvaient pas ne pas connaître la seule solution à adopter, ils ne pouvaient pas ne pas connaître la nocivité de la technique des détergents, l'inefficacité des autres.

Pourtant leur gouvernement n'a pas agi. Il a perdu du temps, pour faire patienter le public il a essayé des solutions qu'il savait mauvaises et ne s'est décidé à faire quelque chose de sérieux que lorsque l'épave s'est brisée en trois, libérant ainsi une nouvelle nappe, faisant planer ainsi une nouvelle menace. Pourquoi ?

Examinons l'aspect financier du problème.

En pareil cas, l'armateur délaisse le navire et la cargaison au profit des assureurs qui lui payent les primes correspondantes. Désormais c'est à eux que revient la valeur de ce qui peut être sauvé, c'est à eux d'agir pour faire valoir ce droit et limiter ainsi leur perte financière. Dans le cas du « Torrey Canyon » on espérait renflouer le navire et sauver la partie de la cargaison qui restait dans ses flancs.

C'est donc, jusqu'au moment où la tempête a disloqué le navire, l'intérêt des assureurs, leur espoir de sauver en partie des fonds considérables qui étaient ainsi

plus cher que la méthode interdite. Aussi, bien des navires, malgré les règlements, effectuent cette opération en dehors des eaux territoriales où aucun contrôle n'existe.

On peut trouver actuellement dans la Manche et l'Atlantique de nombreuses nappes de mazout, grandes et petites, dans des parages où ni les vents ni les courants n'ont pu faire dériver la cargaison du **Torrey Canyon**. Elles sont dues aux pétroliers qui ont effectué aux moindres frais le nettoyage de leurs réservoirs, profitant ainsi de la catastrophe du **Torrey Canyon** pour faire endosser à d'autres leurs responsabilités (1).

LA RESPONSABILITÉ DES ARMATEURS

Une autre responsabilité est très lourde dans des affaires comme celle du **Torrey Canyon**, c'est celle des Etats qui se sont faits une spécialité des « pavillons de complaisance ». Le système des « pavillons de complaisance » est un des sous-produits les plus nocifs du capitalisme et dans un très gros pourcentage d'accidents survenant à des navires de commerce un bateau navigant sous pavillon de complaisance est impliqué.

Voici en quoi consiste ce système : Un armateur peut inscrire ses navires sur les registres d'Etats, Panama ou Libéria, entre autres, qui, en dehors de la taxe afférente à cette inscription, exonèrent les bénéficiaires de toute charge fiscale. Le navire navigue alors sous le pavillon de l'Etat en question et, en dehors des règlements internationaux, n'est soumis qu'aux lois de cet Etat. On se doute qu'elles sont souples ! Cette activité est fort lucrative pour les Etats qui l'exercent et sont par ailleurs dans un état de sous-développement économique caractérisé. Elle l'est aussi pour l'armateur qui est non seulement libéré d'impôts, mais échappe en grande partie aux contrôles concernant l'équipement de sécurité du navire. On peut voir ainsi des navires navigant sous pavillon de complaisance et qui sont dans un état absolument déplorable, tel que c'est un véritable crime de faire naviguer un équipage sur de pareilles ruines. De temps à autre le port de Brest accueille de ces échoués, accidentés au large, et pense leurs blessures dans la mesure où elles peuvent l'être (2).

Le **Torrey Canyon** navigait sous pavillon libérien (3). Il était en bon état et les lignes qui précèdent ne lui sont pas applicables.

Le **Torrey Canyon** n'est pas quitte pour autant des inconvénients du pavillon de complaisance. Un des autres « avantages » de ce système, pour l'armateur, est d'être le maître absolu en ce qui concerne les salaires, les congés et les avantages sociaux accordés à l'équipage.

Les économies réalisées sur ce chapitre, ajoutées au fait que beaucoup de navires sous pavillon de complaisance sont peu sûrs, font que l'on ne peut guère recruter dans ces conditions, au rabais, que des équipages et des officiers sous-qualifiés ou dont la conscience professionnelle laisse à désirer. Dans le cas du **Torrey Canyon**, les journaux nous ont appris que le commandant italien du navire était techniquement qualifié. On ne nous a rien dit des autres officiers ni du reste de l'équipage. Mais le seul fait d'aller mettre son bateau au plein, quand on est équipé de tous les appareils modernes de navigation, dans une région dangereuse bien connue et bien signalée, où il est universellement admis que des navires de pareil tonnage ne doivent pas

AGGRAVATION DE L'EMIGRATION BRETONNE

« LA BRETAGNE EN MARCHÉ », tel fut le titre d'une émission télévisée pré-électorale. En effet, la Bretagne est en marche : en marche vers les pays étrangers où l'on trouve de l'emploi. Tout Breton conscient le sait : notre pays, perdant chaque jour davantage de jeune sang, est menacé de mort par hémorragie. Voici quelques chiffres concernant la Bretagne (et sans son cinquième département, la Loire-Atlantique).

De 1954 à 1962, 93 000 Bretons ont émigré, soit environ 12 000 par an. Tout se passe comme si, chaque jour, 33 Bretons quittaient le pays ; ou encore comme si, chaque année, une ville de l'importance de Guingamp disparaissait par suite de l'émigration.

Ce qui est grave, c'est que, parmi ces émigrants, 45 % ont moins de 25 ans ; et que, en réalité, le nombre de départs de jeunes est plus important encore, car les chiffres précédents tiennent compte de la compensation partielle de départs de jeunes par des retours de personnes âgées. En fait, dans ses échanges avec la France, la Bretagne a gagné 5 000 personnes de plus de 45 ans, mais a perdu plus de 100 000 personnes de moins de 45 ans.

D'autre part, ces chiffres concernent la période de 1954 à 1962. Or, nous savons qu'alors la politique de décentralisation avait freiné l'exode. La décentralisation ayant été enrayerée, on constate depuis cette époque une sérieuse recrudescence de l'émigration bretonne.

L'une des conséquences désastreuses de ce phénomène est le vieillissement de la population bretonne, ce qui diminue le taux de natalité. Nettement supérieur, au début du siècle, au taux moyen français, le taux de natalité en Bretagne ne lui est maintenant que très légèrement supérieur, inférieur même dans le Finistère et surtout les Côtes-du-Nord. Ceci justifie de graves inquiétudes quant à l'avenir.

La cause de cet exode est évidemment le sous-emploi, résultant de l'évolution de l'agriculture et de la sous-industrialisation. Nous constatons en particulier que les Côtes-du-Nord, qui est le département donnant lieu à l'émigration la plus importante (en perdant 4,7 % de sa population entre 1954 et 1962), est le moins industrialisé de Bretagne ; que l'Ille-et-Vilaine, qui a le moins souffert après la Loire-Atlantique (en perdant 3,4 % de sa population pendant ces huit années) est le plus industrialisé après la Loire-Atlantique ; que la Loire-Atlantique, enfin, département fortement industrialisé, est le seul département breton à avoir eu un bilan migratoire positif.

L'émigration bretonne, conséquence logique de la politique hypercentralisatrice de la France, a logiquement pour destination la bénéficiaire de cette politique : Paris et sa banlieue.

Entre 1954 et 1962, 45 % des émigrants bretons sont allés s'installer dans la région parisienne, c'est-à-dire environ 5 400 tous les ans. Tout se passe donc comme si, chaque année, une ville de l'importance d'Hennebont se transplantait en bloc à Paris. Ce phénomène déjà ancien fait que Paris est bien maintenant la plus grande ville bretonne : au recensement de 1962, on comptait dans la région parisienne 391 840 Bretons nés en Bretagne, ce qui est supérieur à la population nantaise et plus de deux fois supérieur à la population rennaise. Nos compatriotes se dispersent un peu partout dans la capitale et sa banlieue, mais il existe des zones de très forte densité bretonne : quartier Montparnasse et quatorzième arrondissement. Il semble que, aujourd'hui, la plupart se dirigent vers les banlieues nord et nord-est.

Ils ne se laissent pas facilement assimiler, ces Bretons ! Partout cercles et bagadous se développent. Il est remarquable, par exemple, que le premier prix du concours des bagadous, à Brest, ait été remporté l'année dernière par un bagad de Paris. On peut déplorer, cependant, que beaucoup de Bretons à Paris se limitent, pour exprimer leur attachement à leur vraie patrie, à des activités purement folkloriques. Ceci peut s'expliquer par le fait que les associations bretonnes à Paris étant souvent anciennes, elles ont gardé la marque de l'époque où elles furent créées. Aussi y trouve-t-on encore ces Bretons d'autrefois, soucieux d'affirmer leur fierté d'être citoyens français, affichant pour cela un nationalisme désuet et n'exprimant leurs origines bretonnes que par de banales biniouseries.

Pourquoi, par exemple, certains Bretons de Paris ne peuvent-ils, à l'occasion d'une fête quelconque, déployer un drapeau sans l'affubler d'une cocarde tricolore ? S'ils ne doutaient pas eux-mêmes de leur nationalité française, ils n'éprouveraient pas ce besoin. On reconnaît là cette regrettable manifestation, dans les mentalités du complexe breton, qui fut si nuisible à notre pays. On comprend que cet esprit soit un obstacle à une analyse objective et à une prise de conscience de la situation coloniale dont souffre la Bretagne, comme en souffrent d'autres régions qui n'ont pas la chance d'être proches du soleil parisien.

On constate cependant une évolution favorable. Des manifestations artistiques et des conférences intéressantes se multiplient et permettent aux jeunes générations de s'informer et d'évoluer. Beaucoup retourneraient en Bretagne s'ils y trouvaient de l'emploi... Ceci donne de l'espoir : les enfants du pays qui sont partis ne sont pas perdus. Bretons émigrés, la bataille n'est pas terminée !

Pierre KERBRAT,
Section de Paris de l'U.D.B.

Composition linotype à façon

REVUES — TABLEAUX — THÈSES

LINARMOR

15, rue des Fossés — RENNES

en balance avec la menace que faisait peser la nappe de mazout sur l'intérêt public, sur l'intérêt des populations riveraines de la Manche, Irlandais, Britanniques, Bretons.

Entre l'intérêt public et de puissants intérêts capitalistes, le gouvernement britannique, prétendument socialiste, a fait un terrible choix.

Son attitude, il faut le dire, est strictement conforme à la lettre du droit maritime international. Mais quelle étrange timidité face à de telles responsabilités ! En justice, les assureurs auraient certainement obtenu des dommages et intérêts si le gouvernement britannique avait agi.

Mais si dérisoires en regard des dégâts finalement causés, si dérisoires en regard de la valeur d'une attitude courageuse dans une telle minute de vérité !

Il est bien étrange en vérité que les gouvernements respectent le droit maritime quand il protège de gros intérêts privés alors que ceux-ci le violent tous les jours sitôt qu'il les gêne un peu.

Car il est des règlements au service de l'intérêt public. Le danger de pollution par le mazout a justement préoccupé les législateurs depuis plusieurs années et il est interdit aux navires de vidanger en mer leurs réservoirs. Des installations existent dans les ports qui permettent d'effectuer sans danger ce nettoyage indispensable. Mais cela immobilise le bateau plus longtemps au port et revient

BOIS Société J. LE GARS

Tél. 0.97 Quimper

général. Mais si l'on doit attendre que le monde entier ait fait la révolution pour que ces problèmes, qui sont internationaux, soient résolus !

En attendant, il faut que l'on prenne conscience que la législation en vigueur est insuffisante. On pourra éviter que des catastrophes comme celle du **Torrey Canyon** se renouvellent trop souvent, en

(Suite page 6.)

s'engager, suffit à prouver largement un manque total de conscience professionnelle (4). Confier un navire à un tel équipage, quand il s'agit d'un pétrolier géant qui peut faire courir, la preuve en est faite, des risques immenses à l'intérêt public, dénote, de la part de l'armateur, une insouciance assez caractéristique !

La clé de cet affaire est simple : qu'il s'agisse du risque de naufrage qui aurait pu être considérablement réduit par la présence d'un équipage qualifié et consciencieux, qu'il s'agisse par conséquent de la pratique condamnable du système de navigation au rabais sous pavillon de complaisance, ou qu'il s'agisse des mesures qu'après l'accident le gouvernement britannique n'a pas prises, qu'il s'agisse encore de la pollution par nettoyage en mer des réservoirs, la clé du problème de la pollution chimique de la mer, comme aussi de celui, nous venons de l'évoquer, de la sécurité maritime, réside dans un conflit entre l'intérêt public et de gros intérêts particuliers, armateurs et, plus rarement, assureurs. Ce problème est fondamentalement politique. En régime socialiste il n'y a pas d'intérêts particuliers susceptibles de s'opposer à l'intérêt

PEINTURE - DÉCORATION

L. KERYEL

10, rue Amiral-Linois

N-29 - BREST

Revêtements (murs et sols)

TRIBUNE LIBRE

LES LEÇONS D'UN SCRUTIN

Dans son précédent numéro, Le Peuple breton donnait la parole dans cette rubrique au député du Finistère Roger Prat qui tirait les leçons du scrutin victorieux de Morlaix. Le manuscrit de la parution des réflexions très intéressantes d'une autre « vedette », de ce combat électoral en Bretagne, de Michel Phlipponneau.

« La bataille de Phlip... Un nouveau de la VI^e contre un ancien de la V^e... Une élection-test. » Pour *Le Nouvel Observateur*, la portée du combat engagé dans Rennes-Sud dépassait le cadre de cette circonscription.

Cette bataille représentait pour un homme, pour la gauche, pour l'électoral breton, une étape nécessaire.

UNE ÉTAPE

Étape pour un homme. Il avait cru longtemps qu'un technicien, un spécialiste de l'économie régionale pouvait contribuer à résoudre les problèmes bretons en élaborant des programmes de développement que les hommes politiques se chargeraient de faire appliquer. Il devait se rendre compte que ces hommes politiques trahissaient leurs engagements, que plus soucieux de leurs intérêts personnels que des intérêts de la Bretagne, ils s'accommodaient d'un pouvoir qui les avait pourtant bafoués, mais qui les protégeait des foues populaires. Il devait comprendre aussi que la solution à ces problèmes passait par un système socialiste, seul capable par une planification effective, par une action di-

Hôtel-Restaurant PASCAL F^{rs}

"CHEZ ROSA"

15, avenue de la Gare
Tél. : 081 QUIMPER

recte de l'Etat, de mettre en valeur une région sous-développée. Mais pour que le technicien devienne homme politique cette étape était nécessaire.

Étape pour la gauche. Traditionnellement « jacobine », centralisatrice, elle devait découvrir que la démocratie véritable doit s'exercer dans le cadre concret de la région, que des institutions régionales doivent permettre au citoyen de travailler directement à la construction de son avenir. Traditionnellement laïque, voire anticléricale, elle devait découvrir que le clivage entre droite et gauche ne devait plus porter sur des options économiques et sociales. Mais là aussi une étape était nécessaire.

Étape pour les électeurs bretons. Traditionnellement attachés à la droite, aux notables conservateurs, ils devaient découvrir les rapports entre les options économiques et sociales, auxquelles beaucoup étaient déjà acquis, et les options politiques de la gauche. Dans ce domaine aussi, une étape était nécessaire.

LA POUSSÉE DE LA GAUCHE

Pour qui connaît la stabilité extraordinaire du comportement du corps électoral il apparaît que la gauche ne pouvait sauter cette étape, gagner directement cette bataille. Sa poussée est déjà remarquable.

Les voix obtenues par le candidat U.N.R. en 1967 (47 % au premier tour, 60 % au deuxième tour) ne peuvent être comparées directement à celles qu'il avait obtenues en 1962 (30 et 53 %) car il s'opposait alors à un représentant de la droite classique qui avait obtenu 22,8 % au premier tour et 26,8 % au deuxième tour. En fait les voix de la droite sont passées de 79,8 % en 1962 à 60 % en 1967, chiffre obtenu par De Gaulle au deuxième tour des élections présidentielles.

Le recul de la droite est lié essentiellement au progrès de la F.G.D.S.

qui obtient 18,9 % des suffrages au premier tour, alors que le candidat socialiste en avait obtenu 12,5 % en 1962. Il devance nettement le candidat communiste dont le pourcentage des voix baisse légèrement (de 13,9 à 12,4 %). Le candidat centriste, avec 21,4 % des voix, malgré une forte assise locale, ne dépasse pas le pourcentage obtenu par Lecanuet en 1965 et pour ne pas arriver en troisième position au second tour, il se retire en laissant à ses électeurs le soin de choisir « selon leur conscience ». 28 % se sont abstenus, 45 % ont voté gaulliste, si l'on admet, hypothèse probable, le report total de toutes les voix communistes sur le candidat unique de la gauche, qui a obtenu ainsi 26 063 suffrages, soit 39,6 % des suffrages exprimés.

L'EMPRISE DES NOTABLES

Quels enseignements peut-on dégager d'une bataille dont l'issue était certaine, mais qui devait être engagée ?

Une campagne dynamique, bénéficiant d'un appui national, avec le meeting de F. Mitterrand, du soutien très actif des militants bretons de l'U.D.B. a certes permis au candidat de la gauche d'obtenir la majorité dans la ville de Rennes et d'en approcher dans quelques communes suburbaines. Il est important de voir, pour la première fois dans l'histoire politique de la capitale bretonne, un candidat de gauche obtenir la majorité. Cependant, malgré des progrès importants dans les campagnes et dans les centres ruraux, la droite demeure là, très largement majoritaire. Les électeurs demeurent dans l'ensemble insensibles aux thèmes régionaux. Ils continuent à voter pour un homme qui a trahi tous les engagements pris à l'égard de la Bretagne comme à l'égard des électeurs eux-mêmes. Ce qui compte, c'est de se réclamer d'un homme providentiel, promettre la stabilité et surtout s'être fait connaître en assistant à tous les enterrements, en présidant les courses cyclistes et les banquets, en pourvoyant en décorations les maires et autres « grands électeurs » et en rendant des services personnels avec l'appui de l'administration. La prostitution électorale est une arme efficace dans ce milieu.

Le gaullisme à l'état pur recule, le centrisme en tant que mouvement politique s'effondre, mais le notable, ici gaulliste, ailleurs centriste, s'accroche.

C'est contre les notables que la gauche doit porter le combat, car par eux, l'après-gaullisme peut aboutir à un nouveau règne de la droite conservatrice. La gauche doit rapidement s'organiser, se structurer, informer, pour faire prendre conscience aux Bretons que la solution à leurs problèmes passe par une gauche moderne, qui a compris toute l'importance du fait régional.

Michel PHILIPPONNEAU
Président du Club Bretagne
et Démocratie
Président de la F.G.D.S.
d'Ille-et-Vilaine

Présence de l'U.D.B.



à Rennes

LE PEUPLE BRETON

se penche sur son passé

Chronique culturelle

I. - Fransez Vallée.

Il faut relire ces pages que Taldir-Jaffrennou a écrites sur l'éveil de sa vocation dans ses *Envorennoù yaouankiz* et où il raconte en termes émus les circonstances qui amenèrent à mettre le doigt dans l'engrenage de cette grinçante machine que, faute de mieux, il fallait bien appeler Mouvement breton.

Jaffrennou n'était alors qu'un collégien qui se cherchait et découvrait avec émerveillement les richesses de sa langue maternelle. C'est en 1896 que, groupant autour de lui une douzaine de camarades, il réussit, à force de démarches et de requêtes patientes auprès des autorités de son école Saint-Charles, à faire ouvrir un cours de breton dont la direction fut confiée à un homme aux allures de brave père tranquille qu'on appelait Fransez Vallée.

Il avait un visage avenant, des yeux bleus derrière des lunettes rondes aux montures dorées, et ses joues se hérissaient d'une barbe qui contrastait avec un crâne déjà chauve.

Ce célibataire endurci qui vivait avec sa mère et sa tante dans leur maison de Saint-Brieuc, avait trente-six ans. Une santé extrêmement précaire ne lui avait par permis de poursuivre des études universitaires qui s'annonçaient pourtant brillantes et, doté d'une bonne aisance matérielle, il s'était résigné à brigner d'autres lauriers que ceux de l'université rennaise, en suivant la voie tracée par les Grégoire de Rostrenen, les Le Pelletier et les Le Gonidec.

UN VIEUX GARÇON ET SA "MAROTTE"

Vallée, à cette époque, était presque inconnu. Il travaillait dans l'ombre et seuls quelques amis comme Joseph Loth, Arthur de La Borderie ou Emile Ernault savaient tout le crédit que l'on pouvait accorder à ses travaux. Possédant le grec, le latin, l'allemand et l'anglais à la perfection il avait en outre poussé très loin l'étude du gaélique d'Irlande dans les grammaires de Douglas Hyde et de Eoghan O'Growney. Quant au gallois il n'avait guère de secret pour lui. Il affirmait que cette dernière langue est au breton ce que le latin est au français, et qu'il n'est pas de véritable culture bretonne sans une bonne teinture de vieux gallois. Ce goût des langues ne le cédait en rien à la véritable passion qu'il nourrissait pour la chimie et la géométrie où il aimait parfois à s'évader de ses absorbantes recherches linguistiques.

Des malaises fréquents, qui l'obligeaient à interrompre le cours de ses études, l'avaient prématurément vieilli. A trente-six ans, voûté, maigre, presque chauve, il en paraissait cinquante. Mais il suffisait qu'on lui parle de sa « marotte » pour voir ses yeux s'éclairer brusquement derrière ses énormes besicles. Et l'on oubliait d'un seul coup sa chétive apparence, tant il mettait alors de flamme dans ses propos.

D'ailleurs, sa maison de la rue Saint-Benoît allait devenir un véritable salon littéraire où se rencontraient tous ceux qu'à des degrés divers rengeait le « cancer de la langue bretonne ». On était reçu dans une salle à manger au boiseries et aux tapisseries foncées ou dans une vaste chambre à coucher pleine de livres et de livres, à moins que l'on aille faire quelques pas dans le grand jardin jusqu'à cette petite butte qui lui servait de cible pour ces exercices de tir à l'arc qu'il affectionnait.

Bien qu'il n'eût encore publié que quelques brochures anonymes comme, par exemple, *La langue bretonne et les écoles*, on commençait cependant à parler un peu de lui dans les milieux sympathisants de l'Association bretonne. Mais si l'on appréciait beaucoup son érudition, on suivait peu ses conseils. Avec sa candeur et ses manies de vieux garçon plus habitué à compiler des fiches qu'à se préoccuper de son habillement ou de sa nourriture, n'était-ce pas le type même de ces originaux dont les excentricités font, à l'heure du thé, la joie des dames patronesses ? Et il y avait tant de dames patronesses parmi les épouses de ces messieurs de l'Association bretonne !...

DE SAINT-CHARLES A "KROAZ AR VRETONED"

En 1896 donc, Fransez Vallée créait un cours de breton au collège Saint-Charles. Le directeur avait consulté Mgr Fallières qui avait répondu évasivement et fait quelques bons mots. On feignit de prendre cela pour un acquiescement.

D'ailleurs, non content d'assurer les cours « gratuits pro patria », M. Vallée se proposait à payer lui-même, les livres des élèves et il acceptait de faire ces cours, le dimanche et le jeudi. Les collégiens étaient pour la plupart des « fils de nobles d'épée, de robe ou de comptoir » (1). Par ailleurs, les horaires étaient plutôt draconiens. Malgré tous ces handicaps, l'expérience fut un succès. Au bout de quelque temps, il devint même nécessaire de créer un deuxième cours que l'on confia à Erwan ar Moal, le futur rédacteur de *Breiz*.

Mais lorsque les Marianites abandonnèrent leur établissement, les prêtres diocésains qui leur succédèrent firent comprendre au « Père » Vallée, comme on l'appelait, qu'on n'avait plus besoin de ses services, le collègue ayant opté pour des programmes scolaires manifestement plus « adaptés » aux réalités de l'heure...

Mais l'ouvrage, ailleurs, ne manquait pas non plus. L'Association bretonne avait créé en 1895, un Comité de préservation de la langue bretonne dont Fransez Vallée était le secrétaire. C'est en cette qualité qu'il rédigea une série de rapports tout à fait remarquables qui seront publiés en brochures jusqu'en 1907.

En 1908, il fonda le Comité d'entente entre les écrivains bretons afin de travailler à l'indispensable unification des différents dialectes.

En 1909, s'inspirant d'ouvrages pédagogiques anglais, il publiait sa *Langue bretonne en quarante leçons*, premier manuel destiné aux étudiants, qui connaitra un grand succès auprès des néophytes et de multiples rééditions entre les deux guerres.

Depuis longtemps, Vallée rêvait de lancer un hebdomadaire à l'usage de ses compatriotes trégorrois. La direction de la *Croix des Côtes-du-Nord* lui en fournit l'occasion avec la création en 1898 de son supplément en langue bretonne, *Kroaz ar Vretoned*.

Malgré l'aide de Taldir-Jaffrennou et de quelques amis, les débuts furent assez difficiles.

Écoutons Taldir-Jaffrennou :

« Le plus comique dans l'affaire, c'était de voir le linguiste François Vallée aligner de longs factums sur l'agriculture, à seule fin de faire prendre le journal, et moi, de mon côté, accouchant de gwerzes interminables sur le crime horrible de Plou... ceci ou cela, histoire de remplir les vides... N'importe, ici encore la constance du Père Vallée triompha sur toute la ligne. Aujourd'hui, la "Kroaz ar Vretoned" en est à son 300^e numéro, tire toutes les semaines à 7 000 exemplaires et ce n'est pas la copie qui manque, je vous prie de le croire ! » (2).

Peu à peu un groupe de collaborateurs réguliers s'était constitué. C'étaient le cordonnier Gwiader, Klaoda ar Prat, de Plougastell, Kerniliz, un agriculteur de Châteaulin, qui envoyait fidèlement des articles sur l'apiculture, Caurel, qui créa un théâtre d'enfants à Saint-Nicolas-du-Pélem, Gab Liskildri, Koroller, qui, véritable précurseur de Gwarlarn, écrivait des récits sur l'histoire de Breiz, sur l'Irlande, et qui entreprit de traduire plusieurs œuvres de Selma Lagerlöf. Les femmes aussi apportèrent leur contribution.

Si l'on est à jamais condamné à ignorer la véritable identité de cette institutrice qui signait ses articles Herminig, par contre, on connaît bien Konstansa ar Merer, Loize Charran et Filomena Kadoret la couturière.

Pendant une bonne vingtaine d'années, *Kroaz ar Vretoned* ira vaillamment de l'avant, tissant peu à peu à travers le pays, un véritable réseau de lecteurs et de correspondants.

La guerre elle-même n'en viendra pas à bout, puisqu'on continuera à lire *Kroaz ar Vretoned* jusque dans les tranchées. En 1916, pourtant, alors que l'ensemble de la presse française traînait dans la boue les leaders de l'insurrection de Pâques, le Père Vallée n'hésita pas à rendre ouvertement hommage aux insurgés irlandais, dans ses colonnes (3).

Cela valu au journal d'être suspendu quelque temps par les autorités.

Yann-Ber PIRIOU.

(1) In la *Genèse d'un Mouvement*, par Taldir-Jaffrennou. Carhaix, 1912, p. 115.

(2) Taldir-Jaffrennou, op. cit.

(3) En 1899, à Cardiff, Vallée avait eu l'occasion de rencontrer William O'Donnell et Patrick Pearse. (Cf. F. Vallée, *sa vie, son œuvre*, par E. Le Barzic. Ed. Cercle de Brocéliande, 1956).

La marée noire...

(Suite de la page 4)

supprimant le système des pavillons de complaisance et en renforçant les contrôles de sécurité.

C'est une atteinte indispensable au régime de libre entreprise. C'est un choix politique que même les pays capitalistes devront faire. Mais on ne peut, malgré cela, éviter tous les naufrages. Il faudra alors que les pays menacés disposent de l'arsenal juridique indispensable pour prendre des mesures efficaces sans considération des intérêts particuliers en jeu.

Rendons au gouvernement anglais cette justice qu'il a pris l'initiative d'une demande de réunion de la commission compétente de l'O.N.U. pour réformer le droit maritime : il ne pouvait guère faire moins...

Mais, pour que des pays menacés par de pareilles catastrophes puissent aussi se défendre contre ces « marées noires », encore faut-il qu'ils ne soient pas gouvernés par des incapables !

LA RESPONSABILITÉ FRANÇAISE

Que penser d'un Etat où un préfet peut se permettre — au mépris de tous — de ne pas démissionner après avoir osé proclamer, le 4 avril, à l'issue d'une séance de travail au ministère de l'Intérieur, avec dix préfets : « Les renseigne-

PLOMBERIE

Chauffage - Couverture - Zinguerie
Fumisterie

Entreprise BAUDAIS S.A.R.L.

1, rue du Lycée - 10, quai Zola
Tél. 40.88.78 - B.P. 290 - RENNES

ments actuellement en possession de la commission sur le régime des vents et des courants marins permettent de considérer que la Bretagne ne sera pas touchée et que les risques apparaissent comme relativement minimes pour les autres points des côtes intéressées. Afin de faire face, néanmoins, à ces risques éventuels, la commission a arrêté les différentes mesures qui seraient appliquées, le cas échéant, pour protéger les côtes françaises ? Or, M. Francis Raoul, auteur des élucubrations ci-dessus, quelques jours avant la catastrophe, est toujours directeur de la Protection civile. De même que M. Stirn est toujours préfet de Bretagne, lui qui était parmi les "spécialistes" réunis au ministère de l'Intérieur ! De même que Fouchet, le bien connu, est toujours ministre de l'Intérieur, lui qui osait dire : « Jusqu'à vendredi dernier, les techniciens les plus éminents nous affirmaient qu'il n'y avait pas de danger pour la côte bretonne », alors que Jean Breton, météorologue de Radio-Luxembourg, affirmait publiquement l'inverse avant la catastrophe. Dans un pays où de tels irresponsables peuvent se contenter, à l'instar de Dumas, le ministre du Tourisme, de venir tâter du bout de l'escarpin le mazout devant lequel on pose pour les photographes, sans être immédiatement mis à la retraite d'office,

CABINET

Le Berre et Plumereau

29, place de la République - B.P. 29
29 S PONT-L'ABBÉ - Tél. 273

Crédits à la Construction
Transactions Immobilières
— et commerciales —
Rédaction d'actes S.S.P. - Baux
Locations

on peut dire que la vie démocratique et le contrôle populaire n'existent pas ! Dire que ces individus "responsables" ont imaginé d'évoquer la nécessité d'une "solution chinoise" sans se rendre compte, les malheureux, que la première mesure d'un gouvernement chinois, en pareil cas, eût été de faire fusiller les coupables ou encore d'envoyer les préfets, la pelle en main, exercer leurs talents comme manœuvres sur les plages ! Ah, elle est belle, la France ! Et, une fois de plus, est prouvé à l'évidence que Paris et le gouvernement français se fichent totalement de la Bretagne et des Bretons, allant même jusqu'à prévoir qu'une partie des frais du nettoyage imparfait sera à la charge des communes bretonnes sinistrées ! Nous, Bretons informés, nous posons des questions précises :

— Pourquoi M. Raoul est-il toujours directeur de la Protection civile ?

— Pourquoi, chaque fois qu'une nappe s'éloigne, naturellement, des côtes, est-elle, selon les propagandistes mensongers de l'O.R.T.F., « attaquée et divisée » par les efforts de la Marine nationale, alors que lorsqu'elle revient, naturellement, quelques jours plus tard, en direction de notre pays, est-elle redevenue intacte, importante et menaçante ?

— Pourquoi Radio-Rennes peut se permettre le matin de vanter les efforts "considérables" des huit commandos de nettoyage, alors que le même jour, à Lannion, la population manifeste contre l'insuffisance des moyens de secours et de nettoyage ?

— Pourquoi un timbre n'a-t-il pas été émis au profit de la Bretagne, comme fut émis un timbre, jadis, pour les sinistrés de Fréjus ?

— Pourquoi, cet été, au rendez-vous des "plages propres" de M. Dumas : nous verrons alors où sont les menteurs. On n'a pas fini de parler de la marée noire en Bretagne !

Jean ROUDAUT.

IFFIG

— pense que tout ne va pas très bien chez les gaullistes corses...

— lit en effet dans l'Informateur corse, un de leurs journaux, un article sur la « marée noire » où l'on évoque la bataille engagée contre le mazout sur « les plages normandes... des Côtes-du-Nord » ;

— constate que la plaisanterie continue avec cette phrase : « La riposte des préfets face à la « marée noire » a été rapide et d'ores et déjà efficace » !

— plaint les Corses d'avoir à lire de tels... informateurs !

" LE PEUPLE BRETON " ET LA PRESSE

Depuis notre dernier avis (n° 39 de février 1967), relativement récent, le nombre des organes de presse qui ont évoqué notre action n'a pas diminué, ce qui prouve — si besoin était — que l'U.D.B. voit son influence grandir, en Bretagne comme ailleurs. Si des lecteurs du Peuple breton avaient connaissances d'autres citations que nous ignorons, ils seraient aimables de nous en fournir les références pour compléter notre dossier :

PRESSE BRETONNE : Al Lestr, Ar Falz, Ar Vro, Bleun-Brug, Breizig Isar, Combat socialiste, Emsav, La Bretagne réelle, Le Rappel du Morbihan, Le Télégramme de Brest, Ouest-France, An Tribann.

PRESSE FRANÇAISE : Combat, Informations correspondance ouvrières, l'Humanité.

AVIS

En raison des congés du mois de mai (1^{er}, 8 et 15), et de la grève générale du 17 mai contre les pouvoirs spéciaux, ce numéro du Peuple breton parvient à nos abonnés avec du retard dont nous vous prions de nous excuser.

LE PROBLÈME BRETON DE BREST A NANTES



CÔTES-DU-NORD. — Le syndicat C.F.D.T. du bâtiment vient à nouveau de faire connaître son mécontentement. Il estime que les accidents du travail sont de plus en plus fréquents dans le département et que les salaires sont nettement insuffisants, la classification actuelle permettant d'employer des ouvriers à des travaux exigeant des connaissances professionnelles éprouvées tout en payant des salaires de manœuvres ou de spécialisés.

FINISTÈRE. — « Cassegrain », une usine centenaire et la plus importante conserverie de Concarneau semblait à l'abri des difficultés économiques rencontrées dans cette branche où plus de 60 usines ont déjà fermé en Finistère. Pourtant, cette usine va fermer en octobre, posant un nouveau et dramatique problème de reclassement pour 300 personnes. Cette fermeture fait suite à un mouvement de « concentration », souhaité par le gouvernement Pompidou : « Cassegrain » a été, en effet, absorbé par « Saupiquet » et c'est le nouveau groupe « Saupiquet-Cassegrain » qui a décidé cette fermeture.

ILLE-ET-VILAINE. — A Louvigné-de-Bais, deux cents agriculteurs bretons ont empêché la mise en adjudication de deux lots de terre. Les syndicats agricoles qui ont réussi totalement leur manifestation — leur délégué souffla les bougies de l'adjudication sans que les gendarmes présents n'intervinssent — protestent ainsi contre le prix de vente prohibitif de la terre : 10 000 F l'hectare ! La position des syndicalistes agricoles est fort nette sur ce point : la terre étant l'outil de travail du paysan, elle doit être vendue selon sa valeur économique réelle et non selon les spéculations provoquées, en régime capitaliste, par le jeu de la seule loi libérale de l'offre et de la demande. Une fois de plus, les paysans bretons montrent ainsi combien leurs conceptions économiques et sociales sont en avance sur l'opinion générale de la paysannerie et des classes moyennes françaises.

LOIRE-ATLANTIQUE. — On ne soulignera jamais assez l'extraordinaire solidarité qui a animé la Loire-Atlantique à l'occasion de la grève

de Saint-Nazaire et ceci d'autant plus qu'en dépit de quelques gestes remarquables — comme les dons de Decazville — on ne peut que ressentir une certaine gêne devant la différence de sensibilisation de l'opinion française pour la grève des mineurs, il y a deux ans, grève pouvant beaucoup moins pénible, et celle de nos camarades nazairiens, cette année...

Dans un seul numéro du quotidien "L'éclair de Nantes", en page nazairienne, on relève l'appui moral ou financier, des syndicats des raffineries de Donges, du personnel de « L'Air Liquide », des officiers et inscrits maritimes, des agents de l'Education nationale, des employés des conserveries, des œuvres laïques, des syndicats du bâtiment, de l'Association populaire familiale, des postiers, des syndicats des télécommunications, des vieux travailleurs F.O., de la caisse mutuelle familiale, des horaires de Sud-Aviation, etc. Par ailleurs, plusieurs communes, comme Saint-Malo-de-Guersac, Montoire ou Trignac, versèrent des fonds aux grévistes. De même, des maires demandèrent fréquemment le retrait des C.R.S. dont on pouvait toujours craindre une provocation. Rappelons enfin le geste des pêcheurs finistériens qui firent distribuer du poisson gratuitement aux grévistes. La leçon ne devra pas être perdue et nous devons, désormais, envisager des grèves de soutien, à l'échelle de la Bretagne, chaque fois que Saint-Nazaire entamera le combat pour la justice sociale...

MOR-BIHAN. — Au mois d'avril, les ouvriers du bâtiment de Vannes ont, de nouveau, fait grève pour rappeler leur revendication : 0,25 F de l'heure en plus, exigence du plein emploi et retraite à 60 ans, entre autres choses. D'autre part, à Gourin, les maires de l'ouest du Morbihan se sont à nouveau réunis pour demander non seulement le maintien de la ligne de chemin de fer secondaire Carhaix - Rosporden, mais encore sa mise à voie normale, ce qui est la seule solution logique conforme à l'intérêt de la Bretagne qui risque pourtant d'être, dans ce domaine, une fois de plus sacrifiée par le gouvernement français.

ENTREPRISE DE MAÇONNERIE TRAVAUX PUBLICS

LE TOULLEC

PLONÉOUR : Place Victor-Hugo
LE GUILVINEC : Robiner en Plomeur
Tél. 1-72

LIBRAIRIE

"Brentano's"

Tous les livres français et étrangers
7, quai Chateaubriand - RENNES
Tél. 40.70.32

Pour résoudre vos problèmes

- de fiscalité
- de contentieux juridique
- Etudes financières

adressez-vous à

Joseph Moreau

59, avenue de la Gare
29 S - CONCARNEAU
B. P. 96

COURRIER DES LECTEURS

Nos correspondants doivent préciser quand ils veulent que leur nom soit mentionné. Vous remercions vivement ceux qui nous écrivent.

— Votre dernier numéro sur les élections en Bretagne m'a paru bien fait et fort documenté. A ma connaissance, vous avez publié là la seule étude globale qui ait été faite sur la situation politique en Bretagne.

Comme vous concluez très justement, un fait nouveau s'est produit : partout la gauche progresse et il n'est plus utopique de la voir un jour majoritaire en Bretagne. J'ai cherché moi-même à illustrer cette situation par les deux cartes que je vous joins : vous pouvez les utiliser si vous les jugez intéressantes. (Y. BLANCHARD, Lille.)

Les deux cartes de notre correspondant, quoique excellentes, ne peuvent malheureusement, faute de place, être insérées dans ce numéro.

— Breton bretonnant, ayant vécu de nombreuses années dans le Léon, je dois avouer que cette région ne représente qu'un aspect partiel de la Bretagne, mais aspect suffisant pour comprendre l'influence néfaste et vassale du clergé au profit de l'impérialisme français ! Religion rétrograde, autoritaire, faisant fuir hors du pays l'élite libre-pensante et raisonnable. Puissance au service du Vatican, des trusts. Je conçois difficilement l'article 8 de la

charte de l'U.D.B. : « Neutralité philosophique et religieuse » ! Vous êtes donc, encore, au stade de l'observation ? Vous méconnaissez la lutte de classes qui se déroule chaque jour en Bretagne ! Pour le problème paysan... dans le Léon, il existe deux classes : le paysan possesseur ou locataire de 4 à 5 hectares et le paysan au service du capitalisme d'Etat et du crédit agricole qui désire agrandir son domaine et s'emparer par la ruine, le vol ou la force des terres de son voisin ! Dernier exemple : les cultivateurs S.I.C.A. pénétrant de force dans les champs des paysans de la S.O.C.O.PRIM et écrasant avec les tracteurs les plants et les légumes ! Œuvre de pillards, de bandits à la solde du grand capital. D'ailleurs leurs réunions se faisaient sous l'œil du clergé et avec son accord... L'ennemi du peuple breton est... le clergé et sa religion de mensonges, la bourgeoisie complice, voilà l'ennemi de classes ! (H. BRANELLEC, Paris.)

— Bon courage. Mais n'augmentez pas le nombre de pages. Il y a déjà trop de papier qui se perd. Faites plutôt effort sur le texte et les idées... (R. HUON, Saint-Brieuc.)